GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SECURITE

Note d'Analyse

« Opération Parabellum »

Enquête sur un trafic d'armes aux sommets de l'État libyen

Par **Luc Mampaey** et **Federico Santopinto**, chercheurs au GRIP

13 novembre 2009

Résumé

En mars 2006, une enquête sur un trafic de drogue international a permis au procureur anti-mafia du parquet de Pérouse, en Italie, de démanteler un vaste trafic d'armes au départ de la Chine et à destination de la Libye, impliquant plusieurs intermédiaires italiens et des autorités libyennes de haut niveau. Les autorités italiennes ont donné à cette enquête le nom de « Opération Parabellum ». La transaction interrompue par l'enquête italienne portait sur l'acquisition de 500 000 fusils d'assaut chinois SMG T-56 7.62mm (une variante de la Kalachnikov AK-47) et 10 millions de munitions. Les écoutes téléphoniques révèleront cependant que des discussions portaient initialement sur l'acquisition d'un million d'AK-47 russes. Certains intervenants italiens ont reconnu les faits et négocié leur peine, d'autres seront renvoyés devant les tribunaux en décembre 2009. L'identité des Libyens impliqués, hauts dignitaires, proches ou parents de Mouammar Kadhafi, indique qu'il ne s'agit pas d'une banale affaire de corruption, mais soulève des questions préoccupantes quant au sens de la politique de l'État libyen sur le continent africain.

Mots clés : Chine, Libye, Italie, trafic d'armes, Norinco, Vittorio Dordi.

Abstract

"Operation Parabellum": Investigation into arms trafficking at the highest levels of the Libyan State

In March 2006, an investigation into international drug trafficking allowed antimafia prosecutor from Perugia, Italy, to dismantle a vast arms dealing proceeding from China to Libya which involved several Italian intermediaries and high ranking Libyan government officials. The Italian authorities named the investigation "Operation Parabellum". The transaction which was interrupted by the Italian investigation covered the acquisition of 500,000 SMG T-56 7.62mm assault rifles (a Chinese version of the AK-47 Kalashnikov) and 10 million pieces of ammunition. Telephone tapping however revealed that the negotiations initially covered the acquisition of a million Russian AK-47s. Some of the Italian intermediaries admitted the facts and negotiated their sentences, others will be remanded to court during the month of December 2009. The Libyan actors of the transaction, identified as high officials, or as Muammar Ghaddafi's friends or relatives, indicate that this is not just a banal corruption affair but raises deep concerns about the meaning of the Libyan State's policy on the African continent.

Key words : China, Libya, Italy, arms trafficking, Norinco, Vittorio Dordi.

Citation :

MAMPAEY Luc et SANTOPINTO Federico, *« Opération Parabellum » - Enquête sur un trafic d'armes aux sommets de l'État libyen*, Note d'Analyse du GRIP, 13 novembre 2009, Bruxelles.

URL : http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2009/NA_2009-11-13_FR_L-MAMPAEY_F-SANTOPINTO.pdf

Introduction

En mars 2006, le procureur anti-mafia du parquet de Pérouse (Italie), Dario Razzi, lançait l'Opération Parabellum », une enquête sur un vaste trafic d'armes destinées à la Libye par l'intermédiaire de courtiers italiens et chinois, via des sociétés off-shore. Le procureur Razzi enquêtait initialement sur une affaire de trafic de drogue.

Selon l'enquête du procureur Dario Razzi, de hauts responsables libyens voulaient acheter 500 000 fusils d'assaut chinois SMG T-56 7.62mm (une variante de la Kalachnikov AK-47) et 10 millions de munitions par le biais d'intermédiaires italiens et de leurs sociétés chypriotes et maltaises. La valeur de la transaction, qui, initialement, ne devait pas dépasser 40 millions de dollars, a été fixée par les intermédiaires italiens à 64 millions de dollars, compte tenu des commissions et du coût de la corruption des fonctionnaires libyens. Les médiateurs italiens avaient déjà fait parvenir aux Libyens six T-56 à titre de démonstration. Au moment de leur arrestation, ils étaient sur le point de sceller l'accord de vente pour l'ensemble de la transaction.

L'entreprise chinoise qui produit les T-56 est la China North Industries Corp., connue aussi sous le nom de Norinco (http://www.norinco.com). La médiation entre les courtiers italiens et Norinco était assurée par une société chinoise d'import-export, China Jing An, représentée par M. Luming. Selon le rapport d'enquête italien, la China Jing An était aussi en mesure de proposer à la vente d'anciennes armes de la FN Herstal.

La destination de ces grandes quantités d'armes n'est pas établie. Les quantités évoquées dépassent cependant largement la capacité d'absorption légitime de la Libye, un pays de 6 millions d'habitants et d'environ 120 000 hommes et femmes en armes (armée nationale et milices populaires). La justice italienne suspecte la Libye de vouloir réacheminer ces armes vers d'autres pays, et cite notamment la République démocratique du Congo, le Tchad, le Soudan et l'Irak. Les écoutes téléphoniques menées par les enquêteurs italiens révèlent en outre que les intermédiaires italiens étaient parfaitement conscients de ce que la Libye ne pouvait être la destination finale.

Les écoutes téléphoniques indiquent aussi que l'intérêt des commanditaires libyens ne se limitait pas à l'achat des fusils d'assaut chinois. Ils avaient au départ manifesté la volonté d'acquérir un million de Kalachnikov AK-47 russes. Les intermédiaires italiens sont apparus étonnés et embarrassés face à une telle demande. Le choix de se tourner dans un premier temps vers Norinco, en Chine, pour l'achat de 500 000 T56 aurait été dicté par des raisons de disponibilité et de rapidité.

La justice italienne n'aura évidemment à juger que des faits reprochés aux présumés trafiquants italiens : participation à une transaction d'armes sans être inscrits au registre national des entreprises autorisées à acheter et à vendre des armes, ne pas avoir informé le ministère de la transaction en question, être dépourvus des autorisations nécessaires, corruption de fonctionnaires libyens. En effet, bien que les prévenus aient opéré via des sociétés off-shore établies à Malte et à Chypre, la justice estime que l'essentiel de leur activité s'est exercée sur le territoire italien.

Le rôle des intermédiaires italiens

Le 12 février 2007, la justice italienne a procédé à l'arrestation de quatre présumés trafiquants italiens : Ermete Moretti, Gianluca Squarzolo, Massimo Bettinotti et Serafino Rossi. La cinquième

personne, Vittorio Dordi résidait en République démocratique du Congo au moment des arrestations. Il a entretemps été extradé vers l'Italie et placé en résidence surveillée dans la province de Piacenza, dans le nord de l'Italie.

Squarzolo était sous contrôle téléphonique depuis 2005, dans le cadre d'une enquête sur un trafic de drogue dans la province de Terni. Il est apparu que Squarzolo, que la justice italienne considère comme un petit trafiquant, était en contact avec Moretti. L'enquête s'est ainsi étendue à ce dernier, propriétaire d'au moins deux sociétés dont il est l'unique administrateur : Middle East Export srl à Milan, et Middle East Engineering ltd basée à Malte.

L'enquête indique que Moretti était en contact avec les milieux militaires libyens, et notamment avec le colonel Tafferdin Mansur. C'est au cours d'un appel téléphonique à Moretti, le 8 mars 2006, que le colonel libyen Mansur fait part à son interlocuteur de sa volonté d'acheter une grande quantité de fusils d'assauts de type Kalachnikov. Moretti s'est saisi de l'affaire et aurait envoyé, en mars 2006, Squarzolo en Libye pour y rencontrer le colonel Mansur afin « d'acheter du ciment », selon les conversations téléphoniques interceptées. Au cours d'une fouille à son retour à l'aéroport de Fiumicino (Rome), les douaniers ont saisi dans les bagages de Squarzolo des catalogues d'armes.

Le rôle de Bettinotti, également en contact avec Moretti, aurait été d'identifier les armes qui correspondaient le mieux aux exigences des Libyens. Bettinotti est un expert en armes et directeur général de Military Industrial Representatives (MIR), basée à La Spezia, en Ligurie, mais qui dispose aussi d'un siège à Malte. Bettinotti serait en outre étroitement lié aux entreprises de Moretti. Quant à Rossi, présenté comme un expert en armes légères, il aurait été au courant des négociations et assistait Bettinotti.

C'est cependant Vittorio Dordi qui semble jouer un rôle clé dans l'affaire. Il ressort des interceptions téléphoniques que Dordi, qui entretenait des liens directs avec les autorités libyennes, s'est rendu plusieurs fois à Tripoli pour discuter de ventes d'armes, dont le million de Kalachnikov et ensuite les T-56 chinois.

Vittorio Dordi, très bien introduit auprès des milieux militaires russes, est le directeur général de Gold Rock Trading Ltd, une société basée à Chypre, mais possédant un bureau à Pontetaro (province de Parme en Italie) et spécialisée dans la vente d'armes de tout type. La Gold Rock serait en outre en partenariat avec la société géorgienne Tam (Tbilisi Aviation Manufacturing), qui produit les Sukhoi 25, et la société russe MI-Helicopters basée à Kazan. Ces trois sociétés ont créé en 2002 une nouvelle société nommée Aerosonic Ltd.

Mais ce sont surtout les relations congolaises de Dordi qui préoccupent les enquêteurs. Selon nos sources, Vittorio Dordi bénéficiait d'amitiés au plus haut niveau à Kinshasa, et aurait d'ailleurs été en possession d'un passeport diplomatique congolais. Selon le compte-rendu des interceptions téléphoniques figurant dans le rapport d'enquête, au moment de quitter le Congo pour rentrer en Italie, un émissaire de la présidence congolaise lui aurait signifié la volonté du président de lui parler personnellement et immédiatement, l'obligeant à retarder son voyage.

Selon l'enquête, Moretti et Bettinotti entretenaient de longue date d'excellents contacts avec les autorités libyennes et n'avaient donc, *a priori*, pas réellement besoin de Dordi pour conclure la transaction entre la Chine et la Libye. Il n'est dès lors pas à exclure que le rôle de Dordi puisse être plutôt lié aux filières supposées de réacheminement de ces armes après livraison à la Libye, notamment vers des groupes indéterminés en République démocratique du Congo.

Les contacts du GRIP auprès du panel d'experts attaché au comité des sanctions du Conseil de Sécurité des Nations unies, chargé de contrôler l'application des restrictions internationales en matière de vente d'armes en République démocratique du Congo, confirment que ceux-ci s'intéressent de très près à cette affaire, et en particulier au rôle de Vittorio Dordi.

Les autorités libyennes impliquées

Parmi les autorités libyennes suspectées figure le colonel Tafferdin Mansur, haut fonctionnaire du ministère de la Défense. Mansur était le principal contact des présumés trafiquants italiens qui, selon l'enquête, lui auraient régulièrement versé des pots-de-vin. Il est identifié dans l'enquête comme l'acheteur. Il devait en outre organiser le séjour des présumés trafiquants italiens qui se rendaient à Tripoli. Les actes de l'enquête démontrent toutefois que les intermédiaires italiens se rendant à Tripoli étaient toujours accueillis à l'aéroport par des militaires afin de faciliter le passage des contrôles.

Des suspicions pèsent aussi sur le chef d'État-major libyen, Abdulahim Ali al Sied, responsable du bureau des achats du ministère de la Défense de Tripoli. À la demande de Mansur, Sied aurait signé le certificat d'utilisation finale que l'entreprise chinoise Norinco avait demandé avant d'envoyer les six premiers T-56 à des fins d'évaluation.

Parmi les autres autorités libyennes impliquées figurent l'ingénieur Usama Ahnish et un certain Mahmmud, dont le nom de famille est inconnu, apparemment eux-aussi fonctionnaires du ministère libyen de la Défense. Usama Ahnish serait venu en Italie pour présenter l'offre à Moretti, mais aussi se faire rémunérer pour son rôle et les informations fournies. L'enquête a aussi identifié un Libyen du nom de Mohamed el Masdub, titulaire d'un compte auprès de la Banca Popolare di Vicenza sur lequel Moretti aurait versé 50 000 euros depuis sa société de Malte, Middle East Engineering. Il est probable qu'il s'agisse de pots-de-vin destinés à Mansur et Usama. De nombreux autres pots-de-vins auraient ensuite été payés selon le même mode opératoire.

Selon nos sources proches de l'enquête, la principale entreprise publique libyenne, ENG Holding (http://engholding.com), qui contrôle directement ou indirectement l'essentiel de l'économie du pays, serait aussi impliquée dans l'affaire. ENG Holding est dirigée par un gendre de Kadhafi, Khaled El-Khweldi El-Hamedi, fils d'un membre important du Conseil du commandement de la révolution. L'enquête fait apparaître qu'ENG Holding était au courant de la transaction d'armes avec la Chine.

Khaled El-Khweldi El-Hamedi est aussi à la tête de l'IOPCR, *International Organisation for Peace, Care and Relief* (http://www.iopcr.org), la plus grande ONG libyenne dont la vocation officielle est de promouvoir la paix et l'aide humanitaire. ENG Holding et IOPCR sont établies à la même adresse et partagent les mêmes numéros de télécopie et de téléphone. C'est sur leur télécopieur (+218 21 47 80777) que Bettinotti a transmis le bordereau de livraison relatif aux six fusils d'assaut T-56 envoyés à Tripoli afin d'être évalués.

Conclusion

Moretti et Bettinotti ont reconnu leur culpabilité et négocié une peine de quatre années de prison avec la justice italienne. Le procès des autres prévenus italiens est prévu pour le début du mois de décembre 2009. Il mérite un suivi attentif, et promet d'être fort instructif quant aux mécanismes des trafics d'armes qui multiplient courtiers, intermédiaires et sociétés écrans off-shore.

En Belgique, il conviendrait de rester très attentif aux implications et complicités des personnalités libyennes citées dans le dossier. Leur rang et proximité avec le pouvoir indiquent que cette affaire ne pourrait être ramenée à une banale affaire de corruption de fonctionnaires, à l'insu du « Guide suprême de la révolution » ou de son entourage immédiat.

* * *